



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 448 – 3 juin 2022

Zoom sur l'approvisionnement en engrais en Afrique de l'Ouest face à la guerre en Ukraine

Des besoins en engrais assez hétérogènes

La consommation d'engrais en Afrique de l'Ouest est relativement faible, avec une moyenne d'environ 10 kg/ha contre plus de 100 kg/ha pour le monde. Les plus importants utilisateurs d'engrais de la zone sont la Côte d'Ivoire (16 kg/ha), le Nigeria (13 kg/ha) et le Ghana (12 kg/ha).

Pour rappel, il existe trois principales matières fertilisantes : l'azote (N), le phosphore (P) et la potasse (K). Toutefois, dans la pratique, l'utilisation de l'engrais se fait en général sous forme de formulation ou mélange de ces éléments (NPK, KCI par exemple).

Importations et consommations d'engrais en Afrique de l'ouest en 2020 (en tonnes)

Pays	Importation		Consommation	
Bénin	272 006	dont 72,4% NPK	270 388	dont 72,2% NPK
Burkina-Faso	251 377	dont 70% NPK	255 140	dont 69,1% NPK
Côte d'Ivoire	390 935	dont 27,8% KCI	317 473	dont 33,7% KCI
Ghana	618 638	dont 48,4% NPK	613 942	dont 48,3% NPK
Mali	481 836	dont 43,1% urée	553 741	dont 36,4% urée
Niger	31 115	dont 99,1% urée	31 111	dont 99,1% urée
Nigeria	429 303	dont 46,5% KCI	1 417 646	dont 69,7% urée
Sénégal	123 799	dont 56,5% urée	204 010	dont 47,7% NPK
Togo	121 368	dont 62,9% NPK	105 982	dont 64,9% NPK
Total	2 720 377	dont 61,4% NPK	3 769 433	dont 51,9% urée

En dehors du Ghana (22,7%) et du Nigeria (15,8%), les principaux importateurs d'engrais de la région sont le Mali (17,7%), la Côte d'Ivoire (14,4%) et le Bénin (10%).

L'approvisionnement en engrais azoté et potassique fortement impacté par la guerre en Ukraine

Les données sur le commerce mondial indiquent que la Russie compte parmi les principaux fournisseurs mondiaux d'engrais (14% des exportations mondiales). Les perturbations de l'approvisionnement provoquées par le conflit en Ukraine (et les sanctions qui en découlent) ont ainsi fait grimper les prix

LE CHIFFRE À
RETENIR

2,7 Mt

La quantité d'engrais importée
par l'Afrique de l'ouest en 2020

Selon un récent [rapport](#) du Centre international de développement des engrais (IFDC), la consommation en engrais de la région (précisément 9 pays avec des données disponibles, cf. tableau) peut être estimée en 2020 à 3,8 Mt. Celle-ci a été couverte en partie par les importations qui se sont élevées à 2,7 Mt et le reste par la production locale ou les stocks. A noter toutefois que certains pays exportent leur production en dehors de la région.

des engrais : l'indice des prix moyens de l'engrais s'est affiché en hausse de 30%, rien qu'en l'espace de deux mois après le début du conflit (entre février et avril 2022). L'impact du conflit se ressent également sur la disponibilité de l'engrais pour la région, en particulier pour les engrais azotés et potassiques. En effet, la Russie représente en 2020 le tiers des importations en valeur d'engrais azotés et potassiques (ou contenant au moins ces deux éléments ensemble) de l'Afrique de l'ouest tandis que les engrais phosphatés proviennent essentiellement du Maroc (83% des importations en valeur en 2020).

Cette situation accentuera les pressions inflationnistes sur les prix des biens alimentaires, détériorera **davantage la sécurité alimentaire et pourrait même réduire les recettes d'exportation dans la région**. Des prix plus élevés et des difficultés d'approvisionnement entraineront une baisse d'utilisation des engrais, limitant la productivité de nombreuses exploitations de cultures vivrières (maïs, riz...) comme de cultures de rente (palmier à huile, café, coton...). D'un autre côté, la hausse des prix des engrais sera répercutée en partie sur les consommateurs.

Des programmes de subvention pour limiter l'impact du conflit sur les producteurs

Pour favoriser l'accessibilité-prix à leurs producteurs, la plupart des pays d'Afrique de l'ouest ont mis en place des programmes de subventions (Sénégal, Burkina Faso...), avec souvent des plafonnements au niveau des prix (Togo, Bénin...). Par ailleurs, grâce à l'inauguration récente (mars 2022) d'une usine d'une capacité de 3 Mt d'urée (portant la capacité nationale à 6,5Mt), le Nigéria pourrait théoriquement couvrir les besoins de la région pour cet engrais azoté. Toutefois, la production du pays était jusqu'à l'an dernier destinée principalement à sa consommation propre et au Brésil (89,3% des exportations), et une faible partie aux autres pays d'Afrique de l'ouest (5% des exportations).

Régional

Les pays africains parmi les plus vulnérables au changement climatique

Le cabinet de conseil britannique Henley & Partners, en partenariat avec Deep Knowledge Analytics [a publié](#) son indice mondial de résilience climatique. En utilisant plus de 900 indicateurs, dont des données mesurant le PIB, les facteurs clés de la vulnérabilité climatique ainsi que la capacité des pays à attirer des financements climatiques et à mettre en œuvre des projets d'adaptation, cette étude a produit un score de résilience climatique pour 180 pays. L'ensemble des 53 pays africains étudiés figurent dans la catégorie des pays à faible résilience. En Afrique de l'Ouest (hors Nigeria-Ghana), les pays les plus résilients sont le Cap-Vert (score de 34,3/100), le Sénégal (27,8/100) et le Togo (27,5/100) tandis que le Libéria (22,6/100), le Niger (22,2/100) et la Guinée Bissau (21,4/100) font partie des 10 pays au monde les plus vulnérables.

UEMOA : inflation à +6,8% en avril 2022 en g.a.

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique indiquent une bonne orientation de la conjoncture dans l'UEMOA en avril 2022. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, celui du commerce et celui des services marchands, ont chacun progressé de 9,1% en g.a. en avril 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a progressé de 3,1% en g.a. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a baissé de 1,7 point en moyenne en glissement annuel (g.a.), principalement en Guinée-Bissau (-9,5 en g.a.), au Mali (-7,6 en g.a.) et au Sénégal (-4,2 en g.a.). Cette évolution a été atténuée par la hausse du score du Niger (+10,9 en g.a.) et du Bénin (+3,9 en g.a.). L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 6,8% en g.a. en avril 2022 (après +6,6% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits

alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +5,3 points de pourcentage).

DPI acquiert une participation minoritaire dans le Groupe COFINA

Le 24 mai 2022, Development Partners International (DPI), société d'investissement londonienne axée sur l'Afrique, [a annoncé](#) une participation minoritaire significative pour un montant de 60 M EUR dans l'établissement financier Cofina. Présent dans 8 pays africains, dont 6 d'Afrique de l'Ouest, le Groupe Cofina développe des solutions pour combler le fossé entre la microfinance et le financement institutionnel traditionnel. Ainsi, ce financement devrait permettre à Cofina d'accélérer sa transformation digitale et d'accroître ses investissements dans l'innovation.

La BIDC a émis avec succès un emprunt obligataire de près de 183 M EUR

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [a émis](#) avec succès un emprunt obligataire de 120 Mds FCFA (182,9 M EUR) sur la Bourse régionale des valeurs mobilières de l'UEMOA. D'une maturité de 7 ans (dont 2 ans de différé) au taux de 5,9%, cet emprunt obligataire a suscité une forte adhésion des investisseurs si bien qu'il a été [clôturé en 48 h](#), au lieu des 2 semaines prévues. Ce montant mobilisé en monnaie locale (FCFA) constitue un record pour un émetteur non souverain dans l'UEMOA. Selon la BIDC, il servira exclusivement à financer des projets dans l'UEMOA.

🇸🇵 Bénin

Réorganisation des agences d'Etat du numérique

Lors du conseil des Ministres du 1^{er} juin 2022, le gouvernement [a annoncé](#) la fusion de l'Agence du développement du numérique (ADN), l'Agence des services et systèmes d'information (ASSI), l'Agence de la sécurité des systèmes

d'information (ANSSI) et l'Agence béninoise du service universel des communications électroniques et de la poste (ABSUCEP) au sein d'une unique nouvelle entité, l'Agence des systèmes d'information et du numérique (ASIN). Cette fusion vise à apporter plus de cohérence et d'efficacité pour la mise en œuvre des projets du secteur numérique.

🇸🇵 Burkina Faso

L'UE fournit une assistance alimentaire de 5 M EUR

L'Union européenne (UE), à travers le Programme alimentaire mondial (PAM), [a octroyé](#) un don de 5 M EUR en faveur du Burkina Faso afin de contribuer à fournir une assistance alimentaire à 1,6 M personnes. Ce financement vise en particulier les personnes qui ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires en raison de conflits, de l'impact du changement climatique ou des conséquences économiques de la pandémie. Selon l'évaluation de la sécurité alimentaire du Cadre Harmonisé de mars 2022, 2,4 M personnes ont actuellement besoin d'une assistance alimentaire au Burkina Faso. Ce chiffre pourrait atteindre 3,5 M au plus fort de la période de soudure entre juin et août.

Reprise des opérations de la Banque mondiale

Après avoir suspendu ses engagements suite au coup d'état survenu le 24 janvier 2022, la Banque mondiale [a annoncé](#) le 27 mai 2022, par la voix de son vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, la reprise de ses opérations. En outre, la BM a annoncé vouloir une redéfinition rapide du nouveau cadre de coopération et une accélération de la mise en œuvre des différents projets.

Le gouvernement anticipe un déficit budgétaire de 3,3% du PIB en 2025

Lors du Conseil des Ministres du 25 mai 2022, le gouvernement [a adopté](#) un rapport relatif au

Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2023-2025. Ainsi, le gouvernement anticipe un accroissement annuel moyen des recettes budgétaires de 5% sur la période 2023-2025 et de 2,3% pour les dépenses budgétaires. Ainsi, les recettes devraient s'établir à 3,9 Mds EUR en 2023 et atteindre 4,3 Mds EUR en 2025. Du côté des dépenses, celles-ci se chiffrent à 4,8 Mds EUR en 2023 avant d'atteindre 5 Mds EUR en 2025. Ainsi, le déficit budgétaire devrait progressivement se résorber de 4,8% du PIB en 2023 à 3,3% en 2025.

Cap-Vert

50 M EUR nécessaires pour le maintien de la stabilité des prix d'ici fin 2022

En marge des réunions annuelles de la Banque africaine de développement (BAfD), le Ministre des Finances a déclaré que le Cap-Vert aurait besoin de près de 50 M EUR pour contenir la hausse des prix, particulièrement dans le secteur alimentaire et celui de l'énergie. Le pays serait ainsi en discussion avec ses partenaires extérieures pour mobiliser des fonds à cet effet ; ses finances publiques ayant été fortement affectées par la crise sanitaire, qui a mis un coup d'arrêt au tourisme, principal moteur de la croissance du pays.

30 M USD de la BM pour le tourisme et l'économie bleue

Le 31 mai 2022, la Banque mondiale (BM) a approuvé un prêt de 30 M USD en faveur du projet quinquennal de développement du tourisme résilient et de l'économie bleue au Cap-Vert. Un cofinancement complémentaire de 5 M USD sera fourni par le biais d'une subvention du Programme mondial pour le Fonds fiduciaire multi-donateurs pour l'économie bleue. Alors que le tourisme représentait 25% du PIB, la pandémie à COVID-19 a engendré un revers majeur pour le secteur, avec un effondrement des arrivées de 75% en 2020. Ainsi, ce projet s'efforcera de promouvoir un tourisme durable

et respectueux des ressources naturelles au profit des communautés locales. Il visera notamment : (i) à développer des infrastructures touristiques et d'économie bleue résilientes ; (ii) soutenir le développement des PME du secteur ; (iii) soutenir la création d'un environnement des affaires favorable.

Côte d'Ivoire

Plus de 300 M EUR de subventions sur les produits pétroliers depuis janvier 2022

Au terme du Conseil des ministres du 1^{er} juin 2022, le porte-parole du gouvernement a fait un point sur les mesures prises par le gouvernement pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, entre janvier et mai 2022, celui-ci aurait subventionné le carburant à hauteur de 200 Mds FCFA (304,9 M EUR) sur l'ensemble de la période et le blé à hauteur de 6 Mds FCFA (9,2 M EUR) par mois. En outre, le gouvernement a annoncé, pour la période allant du 1^{er} au 30 juin, **que le prix du litre d'essence super sans plomb passe à 735 FCFA (1,12 EUR), soit une augmentation de 5,7% et celui du pétrole lampant à 645 FCFA (0,98 EUR), soit une hausse de 4,9%. Le prix du litre de gasoil (615 FCFA ; 0,94 EUR) reste inchangé.**

87 M EUR pour le Schéma directeur des finances publiques 2022-2024

Le schéma directeur de réforme des finances publiques (SDRFP) 2018-2021 conçu autour de 324 activités-programmes, a eu un taux de réalisation de 80,6% d'après la communication portée au Conseil des ministres du 1^{er} juin. Les activités réalisées portent entre autres sur **l'adoption du budget programme, la mise en place des systèmes d'informations budgétaire et comptable et la dématérialisation de la déclaration et du paiement des impôts et taxes.** A présent, le SDRFP 2022-2024 est articulé autour de 5 axes stratégiques : (i) le renforcement de la gouvernance des finances publiques, (ii) la mobilisation efficiente des finances publiques, (iii) l'optimisation des

dépenses publiques, (iv) la consolidation des performances de l'administration territoriale, et (v) le renforcement du contrôle et de l'évaluation de la gestion des finances publiques. Il comprend ainsi 236 activités de réformes pour un coût global de 57 Mds FCFA (86,9 M EUR).

Signature d'une convention pour la protection de la propriété intellectuelle

Le 25 mai 2022, le Comité national de lutte contre la contrefaçon (CNLC) et l'Office ivoirien de la propriété intellectuelle (OIFI) [ont signé](#) une convention visant à formaliser leurs relations pour protéger les droits de propriété intellectuelle. Ainsi, cette convention servira de cadre collaboratif entre le CNLC et l'OIFI afin de : (i) veiller à la validité et au maintien en vigueur des titres de propriété ; (ii) traquer en synergie les pratiques illicites des œuvres intellectuelles.

Le stade de Yamoussoukro prêt pour la CAN 2023

Le 30 mai, le Ministre ivoirien des Sports [a réceptionné](#) le stade de Yamoussoukro, premier des 5 stades construits et/ou réhabilités en vue d'accueillir les matchs de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) qui se déroulera en Côte d'Ivoire en 2023. Réalisé par un consortium d'entreprises françaises, dont Sogea Satom, Beaudin Chauteaneuf, Gregori International et Alcor Equipements, le coût du projet est estimé à 72 M EUR. Le stade accueillera son premier match le 3 juin 2022 en présence de nombreuses autorités.

Guinée

est projetée à 4,7% en 2022, soutenue par les travaux publics, la construction et la reprise du tourisme. Le taux d'inflation s'est établi à +11,7% en glissement annuel (g.a) en avril 2022, tiré par la hausse des prix les produits alimentaires. En outre, à la date du 20 mai 2022, les réserves de change permettaient de couvrir 6 mois d'importation. Tenant compte de ces facteurs, le CPM a décidé (i) de relever le taux directeur de la CBG de 1 point de pourcentage (p.p) pour le porter à 11 % ; (ii) de maintenir le taux de réserves obligatoires à 13% ; (iii) de maintenir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt permanent à 3% et d'augmenter celui de la facilité de prêt permanent à 12% (+1 p.p).

Guinée

La dette publique en hausse de 10% en g.a au 1^{er} trimestre 2022

Selon le [bulletin statistique de la dette publique](#) du 1^{er} trimestre 2022, le stock de la dette publique se chiffre à 7,2 Mds USD, soit une progression de 10% en glissement annuel (g.a.). Il est constitué à 54,7% par la dette extérieure et à 45,3% de dette domestique. Relativement à la dette extérieure, elle est principalement détenue par les créanciers multilatéraux (46,8%), suivis des bilatéraux (45,3%) et des commerciaux (7,9%) tandis que la dette domestique est essentiellement composée de titres publics (47,5%) et de la dette envers la Banque centrale (35,1%). En outre, la dette publique rapportée au PIB est estimée à 42,4% au 1^{er} trimestre 2022.

Gambie

La Banque centrale relève son taux directeur de 1 p.p. à 11%

Le Comité de la politique monétaire (CPM) de la Banque centrale de Gambie (CBG) s'est réuni le 31 mai 2022. Selon [le communiqué de presse](#), la croissance économique s'est établie à 4,3% en 2021 (contre 0,6% en 2020), tirée principalement par les activités piscicoles et la construction. Elle

Mali

Ratification d'un accord de prêt de 30 M EUR avec le Koweït

Le 27 mai 2022, le gouvernement [a ratifié](#) un accord de prêt conclu avec le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe. D'un montant de 19,8 Mds FCFA (30,2 M EUR), ce financement soutiendra le Projet routier Sévaré-Gao, favorisant par la réduction des coûts de

transport, la promotion des échanges commerciaux et l'amélioration de la circulation des marchandises dans les régions du centre et du nord.

🇲🇵 Mauritanie

Inflation à +8,2% en g.a. en avril 2022

Selon l'Agence nationale de la statistique et de l'analyse démographique (ANSADE), le taux d'inflation s'est établi à +8,2% en glissement annuel (g.a.) en avril 2022, contre +6,8% en g.a. le mois précédent. Cette hausse des prix se justifie par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+13,4% en g.a.), en particulier la viande (+17,5% en g.a.) et les huiles et graisses (+37,2% en g.a.). Selon le FMI, le taux d'inflation devrait s'établir en moyenne annuelle à +4,9% pour **l'ensemble de l'année 2022**.

🇳🇮 Niger

Un nouveau programme d'appui budgétaire de l'UE pour 195 M EUR

Le 31 mai 2022, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération et l'Ambassadrice de l'Union européenne (UE) au Niger ont signé un nouveau programme d'appui budgétaire d'un montant de 195 M EUR. Ce **programme, qui se présente sous la forme d'un contrat pour la Résilience et la Construction de l'Appareil de l'Etat (SRBC4)**, comprend notamment un (i) appui budgétaire de 159 M EUR visant à renforcer la stabilité macroéconomique et (ii) un appui institutionnel de 36 M EUR au profit des institutions de promotion de la bonne gouvernance et les ministères sectoriels porteurs des réformes retenues dans le programme.

Suspension de l'exportation de gasoil

Dans un communiqué publié le 1^{er} juin 2022, les Ministères chargés du Commerce et du Pétrole ont annoncé la suspension de l'exportation du gasoil. Cette décision intervient suite au constat

de "ventes frauduleuses des quantités destinées à la consommation nationale **vers l'extérieur**" ; alors que, malgré le contexte haussier des prix internationaux des hydrocarbures, le Niger avait décidé de maintenir inchangés les prix à la pompe pour soutenir les consommateurs. Pour rappel, afin de sécuriser la consommation nationale, l'exportation de gasoil a déjà été réduite de près de 75% depuis le 3 mai 2022.

🇸🇳 Sénégal

Lancement des travaux de la 1^{ère} usine de dessalement d'eau de mer à Dakar

Le 31 mai 2022, le Président de la République du Sénégal a procédé au lancement des travaux de **construction de l'usine de dessalement d'eau de mer des Mamelles (à Dakar)**. Financée par l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA) à hauteur de 137 Mds FCFA (208,8 M EUR), cette infrastructure, dotée d'une capacité de transformation de 50 000 m³/jour extensible à 100 000 m³/jour, permettra à terme d'améliorer la disponibilité de l'eau à Dakar en assurant l'approvisionnement de 15% des besoins de la capitale. Toutefois, l'impact environnemental de cette usine, dont l'opérationnalisation est prévue pour 2025, fait l'objet d'inquiétudes des populations, notamment des pêcheurs, malgré l'assurance donnée par les autorités.

Signature d'un partenariat entre Technip Energies et le COS Petrogaz pour la valorisation de la filière gaz

La société française Technip Energies et le **Comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz (COS Petrogaz)** ont signé, le 31 mai 2022, un protocole d'accord qui permettra d'accélérer la valorisation des ressources en gaz du Sénégal et de soutenir une transition énergétique juste et équitable. Ce partenariat vise à développer la collaboration entre les différentes équipes afin de mener des actions de transfert de connaissance sur les technologies liées à : (i) **l'ingénierie des procédés de traitement de l'eau, du pétrole et du gaz** ; (ii) différents types de

plates-formes et d'installations à terre ; (iii) des concepts de développement de gisements de gaz offshore.

Sierra Leone

3,9 M USD du Japon en faveur des chaînes de valeur agricoles

Le gouvernement du Japon et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies ont signé une convention de 3,8 M USD en faveur de la Sierra Leone. Dans le détail, ce financement, **mis en œuvre par le PAM, est destiné à renforcer les chaînes de valeur agricoles dans 6 districts de Sierra Leone et à fournir les capacités nécessaires aux petits exploitants pour stimuler leur production agricole.**

Togo

Togo terminal conservera un fonctionnement indépendant de l'infrastructure gérée par MSC

Dans un entretien accordé à la presse le 30 mai 2022, le PDG du groupe MSC, qui a racheté Bolloré Africa Logistics, a déclaré que Togo Terminal (TT), le terminal portuaire de Bolloré au Togo, ne sera pas fusionné avec Lomé Container Terminal (LCT), l'autre terminal portuaire **actuellement géré par MSC. Beaucoup d'acteurs** du secteur maritime comme les clients du port de Lomé craignent que le contrôle des deux terminaux portuaires du pays par une seule entité entraîne la création d'un monopole, MSC étant par ailleurs le premier armateur mondial.

D'après le PDG de MSC, les deux terminaux conserveront une spécialisation distincte qui rendra inutile une fusion prochaine des deux entités : tandis que LCT continuera prioritairement à se dédier au transbordement, les clients basés au Togo et dans les pays de l'hinterland pourront toujours se tourner vers TT.

Lancement de la campagne nationale de reboisement 2022

Le 1^{er} juin 2022, le Togo a officiellement lancé sa campagne nationale annuelle de reboisement. Selon le secrétaire général du gouvernement, l'ambition est de poursuivre les efforts permettant de reconstituer progressivement le couvert forestier et le porter à 25% du territoire en 2025. Pour cette nouvelle campagne, le défi est de mettre en terre un total de 21,3 M de plants (contre 3,3 M de plants pour la campagne 2021). De cette manière, le gouvernement espère apporter une réponse à la dégradation continue des ressources forestières et à la lutte contre le changement climatique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr